

# Mutations

QUOTIDIEN

Edité par la South Media Corporation Siège : rue de l'aéroport - BP 12348, Yaoundé Tél.: (237) 222 30 66 80 / 222 30 71 45/ Fax: 222 30 66 75 - Desk Douala : Rue Bebey Elamè, Tél : 699 50 46 59 - Bur.Bafoussam: Face pharmacie Madelon, Tel: 694 94 27 33 <http://www.quotidienmutations.cm>

## PRÉSIDENTIELLE 2018

# L'acte d'anti-jeu d'Elecam

- Au mépris du code électoral et du droit à l'information, l'organe en charge de l'organisation des élections interdit l'usage du téléphone portable dans les bureaux de vote ;
- Explications de la direction générale et réactions de l'opposition. **Page 8**

## ELECTIONS CAMEROON ELECAM DELEGATION REGIONALE DU CENTRE



**7 OCTOBRE**  
**ELECTION 2018**  
PRÉSIDENTIELLE

Page | Ralliement

9 | Jules Nyongha vote Kamto

Page | Soutien aux artistes

14 | Le compte d'affectation fait jaser

Lis De Nombreux Articles  
Gratuitement.



Télécharge Mutations sur  
Google play

En Téléchargeant Mutations  
Sur Ton Mobile Android.

*Programme des obsèques de*  
**AMBONO Simone épouse ZOUNAMO**  
 1955 - 2018

**VENREDI 28 SEPTEMBRE 2018**

Mise en bière à l'Hôpital LA PITIE-SALPETRIERE à Paris et transfert de la dépouille au Cameroun

**17 heures :** Arrivée à l'aéroport de Yaoundé-Nsimalen et installation de la dépouille au domicile de M. MOKA Ignace sis à l'avenue Foé à l'Omnisport, entrée face CITY CENTER.

**19 heures :** Début de la veillée avec corps. Messe et animations jusqu'à l'aube

**SAMEDI 29 SEPTEMBRE 2018**

**7 heures :** Départ pour le village GUEFIGUE par BOKITO Arrivée et installation au domicile familial

**10 heures :** Début des cérémonies traditionnelles et témoignages

**13 heures :** Office religieux  
**14 heures :** Inhumation



*Avis de décès*  
**Madame Veuve SAMNICK née NGO YABI Adèle**

La grande famille LOG LIYA de Bôndjock et de Libamba ;  
 La grande famille LOG BIIGA DJON de Bôndjock ;  
 La grande famille LOG BAPOO de Ekoum ;  
 La famille SAMNICK BIIGA François de Bôndjock ;  
 La famille NKOK Luc René de Ekoum ;  
 Mme SAMNICK née NGO SAMNICK Jacqueline Irène et son époux à Yayap ;  
 Professeur TANG Alice Delphine née NGO SAMNIG à Yaoundé ;



Monsieur et Madame NKOK Luc à Limbé ;  
 Madame SAMNICK Adèle Florine à Yaoundé ;  
 Monsieur et Madame SAMNICK Emmanuel Gustave à Yaoundé ;  
 Les petits-enfants et arrières petits-enfants SAMNICK BIIGA  
 Ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur épouse, fille, mère, belle-mère, grand-mère et arrière-grand-mère,  
**Madame Veuve SAMNICK née NGO YABI Adèle,**  
 Décès survenu **mercredi 12 septembre 2018** à l'Hôpital central de Yaoundé des suites de maladie.

**PROGRAMME DES OBSEQUES**

**Vendredi 12 octobre 2018**

**10h :** Levée du corps à la morgue de l'Hôpital central de Yaoundé  
**11h :** Départ du cortège funèbre pour le village Bôndjock par Nkenglikok (route Yaoundé-Douala)  
**20h :** Veillée jusqu'à l'aube

**Samedi 12 octobre 2018**

**9h30 :** Office religieux et témoignages  
**11h30 :** Inhumation dans le caveau familial

*Faire part*



Les familles **Njanga Epan** à BONAMALOLO BWELELO DIBOMBARI  
 Les familles **Mandengue Eboumbou** à BONATONE DEIDO  
 Les familles **Moutongo** à BONATENE à DEIDO  
 Mr et Mme **Mpouli Njanga** à DOUALA  
 Mr et Mme **kelani** à PARIS  
 Mr **Njanga Joseph** à DOUALA  
 Mr **Doumbè Njanga** à DOUALA  
 Mr **Njanga Julien** à DOUALA  
 Mr et Mme **Njanga Noel** à DOUALA  
 Mr et Mme **Ekollo Njanga Severin** à DOUALA  
 Mr et Mme **Njanga Anatole** à DOUALA  
 Les petits enfants et arrières petit enfants

Ont la profonde douleur d'annoncer le décès de leur épouse, fille, nièce, grand-mère, et arrière grande mère survenu à Douala le 24 Aout 2018.

Le programme des obsèques prévoit:

**Vendredi 28 Septembre 2018**

**09h:** Levée du corps a la morgue de l'hospital Militaire de Douala bonanjo  
**11h:** Culte au Temple E.E.C de BONATEKI  
**20h:** Veillée au domicile familial sis à deido face Boulangerie Saker Deido

**Samedi 29 Septembre 2018**

**05h30** Transfert du corps à DIBOMBARI Bwelelo  
**10h00** Culte au domicile familial suivi de l'inhumation



# À propos des sondages

 Par Richard Makon\*

Chaque élection présidentielle charrie son lot de nouveautés, a fortiori dans un contexte raffolant du sensationnel. Qui ne se souvient pas de l'imposition dans l'imaginaire collectif des termes comme "élites", "leader", "pays pauvre très endette (PPTE)" ou "émergence", pour ne citer que les plus récents. Nul doute que l'un des concepts à la mode en ce début de campagne présidentielle au Cameroun est celui de "sondage". Concept fameux ou vocable fumeux, à chacun son avis !

Au sens large, un sondage désigne des enquêtes réalisées dans le domaine politique et plus globalement des opinions. Dans un sens technique, c'est une METHODE D'ANALYSE SOCIOSTATISTIQUE prise en sociologie électorale, en communication politique, en marketing électorale et dans les sciences de gouvernement, domaines par excellence d'étude de la construction, des variations et des usages de l'opinion publique où elle permet, à partir d'un échantillon, de trouver la représentation, le poids ou la valeur d'un candidat.

Toutefois, il faut préciser que la VALEUR statistique d'un sondage dépend du respect de quatre (04) exigences méthodologiques. PREMIEREMENT, la validité de l'échantillonnage qui repose sur son degré de représentativité. DEUXIEMEMENT, la clarté et la neutralité du questionnaire administré pour recueillir les opinions. TROISIEMEMENT, la neutralité de l'enquêteur qui ne doit être ni partisan, ni influencer le répondant. QUATRIEMEMENT, l'application des méthodes de correction des résultats pour des questions sensibles, la prise en compte des marges d'erreur, des biais et les aléas de l'environnement du sondage.

Si la pratique du sondage en politique est toute nouvelle en Afrique et davantage au Cameroun, elle naît aux Etats-Unis d'Amérique dans les années

1930 et atteint le vieux continent, en l'occurrence la France, dès 1960. Sa généralisation est consécutive à deux (02) caractères majeurs et nouveaux de l'espace public et de la scène politique : le premier est la "PRESIDENTIALISATION" progressive des régimes politiques dans le monde, le second est la PERSONNALISATION de la vie et des systèmes politiques où la figure du leader tend à supplanter le visage de l'institution. Résultat des courses, l'homme politique devient un concept marketing, un objet communicationnel et un produit cosmétique à la confluence d'intérêts divers et complexes.

Il faut néanmoins dire que près de 70% des sondages sont commandités à des fins commerciales par des professionnels de la politique et des médias et moins de 30% à finalité strictement politique. Du point de vue technique, ils constituent un outil de connaissance, du point de vue politique un important instrument d'analyse, d'anticipation et de gouvernement. AVANT la campagne, ils peuvent aider à justifier une candidature, PENDANT la campagne à ajuster le discours politique, APRÈS la campagne à légitimer ou à délégitimer des résultats.

Alors ATTENTION aux crispations de l'opinion, ATTENTION de cristalliser auprès des citoyens des fortes attentes ne reposant que sur un électorat virtuel. ATTENTION au désenchantement et à la désillusion ! La politique est le siège de l'artifice et de l'illusion, les sondages, ici comme ailleurs, sont instrumentalisés car « il n'y a pas d'opinion publique, il n'y a que des usages publics de l'opinion ».

Quelle est donc la valeur des sondages qui inondent les médias au Cameroun depuis deux (02) semaines ? Chacun se fera sa religion !

\* DOCTEUR EN DROIT PUBLIC

SPÉCIALISTE DU DROIT DES INVESTISSEMENTS

## Mutations

Edité par la South Media Corporation. Récepissé N° 00020/RDDJ/J/BASC

### Président du conseil d'administration

Protais Ayangma

### Directeur de publication a.i

Georges Alain Boyomo

### Administration, finances et ressources humaines

Marie Sidonie Boulounou

### Audit et contentieux

Adrien Bassang'na Bomba

### Rédacteur en chef

Georges Alain Boyomo

### Rédacteurs en chef adjoints a.i

Lucien Bodo (Actualité)

Michel Ferdinand (Magazines)

### Responsable Digital

Pascal Dibamou

### Chroniqueurs

Jacques Eric Andjick

Dubois Onana

Richard Makon

Jean-Claude Awono

### Caricaturiste

Robert Pougoué

### RUBRIQUES

#### Politique

Jean De Dieu Bidias

#### Société

Paulette Ndong

#### Economie

Lucien Bodo

#### Education

Nadine Guepi

#### Tech & Web

Marguerite Papan

#### Culture

Marthe Ndiang

#### Sports

Dimitri Mebenga

#### Santé/Environnement

Adrienne Engono Moussang

#### Rédaction

Wamba Sop, Ludovic Amara, Ibin

Hassan, Josiane Afom, Désiré Domo, Vanessa Bassale, Jean-Christophe Ongagna, Mélanie Ambombo, Rosine Ntolo, Arnaud Kuipo, Renaud Inang, Claude Olivier Banaken, Guy Martial Tchinda, Florentin Ndatewou

### DESK LITTORAL ET SUD-OUEST

**Chef :** Michel Ferdinand

**Adjoint :** Blaise Djouokep

### CORRESPONDANTS

**Grand Nord :** Jacques Kaldaoussa

**Ouest/Nord-Ouest :** Robert Nkake

**Est :** Sebastian Chi Elvido

**Sud :** Guy-Roger Mvondo

### Edition/Infographie

Samuel Tcheudjo

Valentin Essimi Tsanga

### Service Commercial et Marketing

**Chef :** Michael Brobst

**Responsable Yaoundé :** Augustine Nokam

### Chargés de clientèle

Pulcherie Nsia, Philiace Tamko

Lionel Akono, Grâce Olinga

Suzanne Essono Nanga

### Service de la comptabilité

Jacques Barnabé Nthep

Albert Mbende

### Service Production

Joël Anong

Dieudonné Bitang

### Service Distribution

Etienne Temfack

Hervé Ngomenda

### Impression

Les nouvelles idées

Téléphone : (237) 222 306 680 / 222 306 675/ 698 24 99 29

Site web : <http://www.quotidienmutations.cm>

Siège Yaoundé : Face CAMI TOYOTA - Mvog-Mbi

Douala : Rue Bebey Elame - Akwa

## Caric

PRESIDENTIELLE 2018 : ESSAMA, MILITANT SANS FRONTIÈRES.



## Migration au Koweït

# Le gouvernement répond à l'appel à l'aide



Par Paulette Ndong

Dans un communiqué rendu public le 25 septembre dernier, le gouvernement du Cameroun via le ministre délégué auprès du ministre des Relations extérieures (Minrex), chargé des relations avec le Commonwealth, Felix Mbayu répond à l'appel des Camerounaises «maltraitées» au Koweït. Selon le document, la dizaine de migrants (14) va retourner au Cameroun d'ici le 10 octobre prochain. Actuellement prises en charge par le département des Affaires sociales du gouvernement koweïtien, les autorités camerounaises à travers la représentation diplomatique de Riyad ont délivré des laissez-passer à l'ensemble du groupe. «La révision de la carte diplomatique par le président de la République donne le pouvoir à l'ambassade du Cameroun en Arabie Saoudite de couvrir désormais le Koweït et le Qatar», peut-on lire. Le ministre délégué appelle par ailleurs les candidats à l'immi-

gration à plus de vigilance afin de ne pas tomber dans le piège des vendeurs d'illusions contribuant ainsi à alimenter une chaîne criminelle se nourrissant essentiellement de la détresse.

Postée le 21 septembre dernier, la vidéo fait couler beaucoup d'encre sur les réseaux sociaux. Celle-ci montre une jeune femme désemparée, en pleurs qui révèle les maltraitances dont les sévices corporels subis par elle au Koweït. Assise comme plusieurs autres femmes sur un matelas à même le sol dans une grande pièce (enfermées depuis trois mois), elle déclare avoir été fouettée, torturée dans sa famille d'accueil. «Depuis le Cameroun, nos négociateurs nous ont vendus des illusions. Arrivées ici, nos passeports ont été confisqués», Après une courte pause, question de s'armer de courage et de ravalier sa douleur, elle demande de l'aide.

## Trafic faunique

# Un policier et trois autres suspects interpellés



Par Nadine Guepi

Quatre suspects dont un policier ont été interpellés pour trafic et commerce illégal de pangolin à Yaoundé. Ils sont surpris par des agents de la délégalion régionale des forêts et de la faune du Centre et la police alors qu'ils discutent de la vente de plus de 200 kg d'écaillés de pangolins dissimulés dans deux voitures. L'opération est menée avec l'assistance technique de LAGA, un organisme d'appui pour la mise en application de la loi faunique. Les prévenus ont transporté leur butin à bord d'une voiture de marque Toyota depuis Djoum, en passant par Sangmelima (région du Sud) pour la ville de Yaoundé. Une fois dans la capitale politique, ils se sont installés au quartier Kondengui, une zone quelque peu éloignée du lieu

de l'échange, le quartier Nlongkak. Secteur où ils ont été interpellés par les éléments des forces de l'ordre. L'un d'eux a essayé de s'échapper avant d'être rattrapé. Un policier arborant une veste sur son uniforme a été retrouvé parmi les suspects. Il s'est présenté comme étant un officier de police. Une stratégie qui n'a pas porté de fruit face à ses collègues qui l'ont conduit avec les autres au commissariat du 10ème arrondissement de Yaoundé. Des poursuites judiciaires ont été engagées contre eux. D'après les premières auditions, il ressort qu'au poste de contrôle de Meyomessi (Sud), des agents de police et de la faune après fouille de leur voiture ont trouvé la cargaison illégale. Ils n'ont cependant pas été inquiétés après avoir versé un pot de vin de 400 000 Fcfa.

## Hôtel Sawa

# La vie reprend son cours

Le calme est revenu dans cet établissement après des détonations entendues lundi dernier en milieu d'après-midi.



Par Blaise Djoukepe

À l'entrée de l'hôtel Sawa, un véhicule de marque Toyota «Rav 4» de couleur blanche est passé au peigne fin. L'agent de sécurité contrôle le bas du véhicule et la male arrière. Et à l'issue de cette vérification, le véhicule est autorisé à pénétrer dans l'enceinte de cet hôtel. Visiteurs et clients de l'hôtel sont soumis à une fouille devant la porte automatique qui donne accès au hall. C'est un exercice de routine Rien à voir avec les mesures sécuritaires prises au lendemain des coups de feu qui ont été entendus la veille, [lundi, 24 septembre] aux environs de 15h.

Hier mardi, 24 heures après cet incident, la vie a repris son cours. Il est 13h. Ce n'est pas la grande affluence dans cet espace. Dans le hall de l'hôtel Sawa, des présentoirs annoncent la tenue des séminaires et ateliers dans les diverses salles de conférence. Au niveau du restaurant qui longe la piscine, quelques personnes sont assises. L'incident survenu la veille est encore présent dans les mémoires. Mais, difficile pour le personnel rencontré de se prononcer. Après insistance, un visiteur consent enfin de se prononcer. «C'est vrai qu'il y a eu une grosse frayeur hier (lundi). Mais, le calme est revenu. Le fait qu'il n'y ait pas de dispositif sécuritaire particulier nous rassure de ce que le danger est écarté et qu'il n'y a rien à craindre», note une dame.

À l'extérieur de cet hôtel qui jouxte l'Hôpital de la garnison militaire de Douala, les tenanciers de call box et des points de transfert d'argent vaquent à leurs occupations. L'une



Une vue de l'hôtel Sawa.

des gérantes de call box se souvient encore de la folle journée de lundi. «Quand on a entendu des coups de feu, on a vraiment pris peur. L'adrénaline est davantage montée lorsque les éléments des forces de défense et de sécurité sont arrivés. Nous avons tous quitté les lieux, par crainte, parce qu'on ne savait pas ce qui se passait à l'intérieur», ex-

plique-t-elle sous anonymat. Une autre dit avoir observé à distance la fin de cet incident qui a conduit à l'arrestation d'une dizaine de personnes. Au groupement de gendarmerie territoriale de Douala où les suspects ont été emmenés pour exploitation, rien ne filtre sur les motifs des interpellations au lendemain de leur arrestation.



## Réseaux sociaux

# Ils influencent le web

Grâce à leurs publications qui font écho sur la toile, ils sont suivis et connaissent une certaine notoriété.



Par Marguerite Papana

Les tournures plaisent et fascinent plus d'uns. La preuve, aussitôt qu'il fait une publication sur sa page Facebook, des commentaires pleuvent. Il ne faut qu'un post de Florian Nguimbi pour enflammer la toile en un laps de temps et que sa publication soit partagée. Le compteur indique 18 partages. Pour ce jour (10 septembre dernier), le jeune blogueur fait une compilation de sujets qu'il traite en un article. Dans son billet du jour rédigé dans un style atypique, il décide tout d'abord de rendre un hommage au riche homme d'affaires Khadji Defosso décédé en août dernier.

Comme à l'accoutumée, ce texte teinté d'humour avec un langage à la camerounaise (camfranglais) dénonce. Place aux problèmes que rencontrent les abonnés d'un opérateur de téléphonie mobile au sujet de leur crédit de communication. On a aussi droit à la crise anglophone et au livre à polémique de sciences inscrit au programme de classe de 5e. Sans aucune surprise, une centaine de commentaires s'en suit. « Merci pour cette belle façon de transmettre l'in-

formation », écrit une internaute. « Je suis heureux de voir qu'il existe encore une résistance intelligente qui s'exprime sans acrimonie mais à l'aide d'une écriture fine et fluide pour décrire aujourd'hui les profonds malheurs du Cameroun », apprécie encore un autre. C'est sans doute cette manière qu'il a d'aborder des sujets épineux qui lui vaut d'être suivi par près de 2500 personnes sur Facebook et plus de 11 000 sur Twitter. L'on se souvient qu'il a fortement contribué à rendre virale l'image du ministre des Sports et de l'Éducation physique, Pierre Ismaël Bidoung Mkpatt saluant le président de la République avec allégerance. Ce qui a donné naissance plus tard au « Bidoung Mkpatt challenge ».

Comme lui, nombreux sont ceux qui, par le biais des réseaux sociaux, ont décidé de partager leurs idées et de ce fait d'influencer l'opinion. Dariche Nehdi fait également partie de ces hommes et femmes qui influencent, inspirent et conseillent sur la toile. « Le gars a le flair, il a l'œil et sait qu'ici le produit sera bon dans quelques années », fait savoir un de ses confrères sur sa page Facebook. Un avis qui est

partagé par des internautes qui le qualifient « d'influenceur ou de déclencheur ». « Aujourd'hui, j'utilise mon Facebook, Instagram, Twitter et LinkedIn pour partager mon lifestyle, etc », explique-t-il sur sa page parlant de son histoire avec le blog.

Dans le monde de la culture également, Audrey Ngako, ancienne journaliste à Le Monde, est très suivie sur Twitter et sur son blog. Elle y partage sa passion de l'art.

Martin Camus Mimb, grâce à ses trois pages Facebook (l'une privée n'arrivant plus à contenir le trop plein du nombre d'abonnés) dont une seule lui confère plus de 24 000 followers, est suivi pour ses chroniques sportives. « A chaque fois qu'il fait une chronique sur le sport sur sa page Facebook, cela se répand comme une trainée de poudre. Il y a beaucoup de commentaires par la suite », fait savoir un journaliste sportif. Mais pas seulement. Ses publications sont à caractère social ; à l'instar de celle sur la montée du tribalisme, le vivre-ensemble.

## Chedjou Kamdem

# Tout dépend de si l'impact de vos contenus auprès de votre communauté est réel

Le web entrepreneur spécialisé dans les solutions digitales pour les entreprises explique les contours liés à cette tendance sur internet.



Par Marguerite Papana

### Qu'est-ce qu'un influenceur web ?

C'est plutôt complexe à définir en quelques mots, mais un influenceur est une personne qui peut modifier le comportement ou l'opinion d'une personne ou d'un groupe de personnes (communautés, dirigeants ou même décideurs). Quand on parle d'influenceur web, et on fait bien de mettre « web » ; car tout part de là. On pense à une personne qui a une notoriété sur internet, réseaux sociaux en particulier. Mais attention. On n'est pas un influenceur web dans tous les secteurs ! Il y a généralement un ou deux domaines que l'on peut influencer par sa personnalité, ses prises de position ou encore ses actions.

### Comment devient-on influenceur web ?

Ce n'est pas un calcul à la base sinon on devient un Fake influenceur web. Devenir influenceur web suppose au départ que l'on définisse clairement son territoire d'expression sur la toile : un domaine d'activité. Il en existe plusieurs : le lifestyle, la mode, l'immobilier, les réseaux sociaux, la finance ou encore le sport. Ce dernier thème peut encore être subdivisé en plusieurs sous-thèmes ; ce qui veut dire que plus vous êtes précis, mieux c'est ! Autre chose : restez vrai sur les réseaux sociaux. Les gens vont vous suivre et suivre ce que vous dites s'ils peuvent vous faire confiance. Avoir une personnalité est très importante pour attirer des abonnés ou fans sur vos comptes sur les réseaux sociaux. N'hésitez pas à partager vos points de vue



et votre expertise dans le domaine que vous aurez choisi. Dernière chose : ne courez pas après le nombre d'abonnés ! Car même en ayant 5000 abonnés, vous pourrez être perçu comme étant un influenceur web si l'impact de vos contenus est réel auprès de votre communauté.

### Est-ce un métier ? Peut-on avoir des rentrées financières en étant influenceur ?

C'est un métier effectivement. Au Cameroun ce n'est peut-être pas encore très clair, mais les choses se mettent en place. Des entreprises ou des marques vont régulièrement solliciter des personnalités de la culture (musique ou humour) pour faire passer leurs produits sur le digital dans le cadre de ce qu'elles auront défini comme étant une campagne digitale axée 'influenceur web'. Mais il faut noter une nuance ici, car on a à faire à des 'Wélébrités'. Celles-ci por-

tent leur influence sur le web, après ça peut marcher ou pas. Au Cameroun, nos influenceurs web dans divers domaines commencent à être approchés pour diffuser des messages, des marques selon leur style de contenu. Ça peut être sous forme d'article ou sous forme de post Instagram contre rémunération bien-sûr. Le prix se négocie entre les parties.

### Est-ce que son influence sur les réseaux sociaux peut avoir un impact dans la vie réelle ?

Oui évidemment. Beaucoup de nos influenceurs web qui ont vu leur notoriété s'établir sur les réseaux sociaux commencent à être reconnus dans la vie réelle. Et généralement, on s'attend à voir le même style de personne. Cette notoriété digitale peut vous ouvrir des portes dans la vie comme un nouvel emploi, des opportunités de business ou de nouvelles opportunités d'affaires. Mais attention, le revers de la médaille peut aussi pousser nos influenceurs web à ne pas trop se montrer dans la vraie vie de peur de « décevoir » leurs abonnés.

### Qui décide de qui est influenceur web ?

De manière générale, on peut avoir différents seuils d'influence web. A partir de 10 000, 100 000 et un million d'abonnés. Maintenant, il faut beaucoup relativiser en fonction des pays. Le Cameroun par exemple peut se contenter d'influenceur à 10 000 abonnés, voire 5000 abonnés ; car rappelez-vous que le plus important c'est de toucher et d'impacter les communautés qui suivent ces influenceurs web. Pour le moment, ce sont nos marques ou entreprises qui entreprennent des campagnes digitales avec leurs critères d'influenceur web.

### Y a-t-il une différence avec un lanceur d'alerte ?

Oui. Le lanceur d'alerte adresse plus un signal d'alarme sur un danger, un risque ou un scandale dans le but de provoquer quelque chose.

## A l'école

## Maladies et parasites font aussi leur rentrée

Alors que les élèves renouent tout juste avec les classes, certains d'entre eux ont déjà fait un tour, soit à la pharmacie, soit à l'hôpital.



Par Perrine Masso (Stagiaire)

«Maman, ma peau démange !». Cette plainte est de Samuel Bomba, six ans. En effet, cela fait plusieurs jours qu'il ne va plus à l'école. Lui qui avait pourtant commencé l'année scolaire, le 03 septembre dernier, a dû y mettre une pause. C'est que, une semaine et demie seulement après ses premiers pas au cycle primaire, le gamin s'est fait contaminer par l'un de ses camarades. Il est à présent atteint de varicelle.

«Un matin, alors que je le préparais pour l'école, j'ai constaté que de petits boutons apparaissaient sur sa peau. J'avoue que j'ai un peu négligé. Mais avant que je ne réalise vraiment, des jours plus tard, tout son corps en était recouvert», raconte sa maman Suzanne Bomba. «A la maternelle, je crois qu'ils sont plus minutieux sur ces questions. Mon fils n'avait jamais été victime de ce genre de maladie auparavant», se souvient-elle.

Si pour elle à la maternelle on est plus méticuleux, nombreux sont les parents qui ne partagent pas cet avis. C'est le cas de Rosine Nkodo, 28 ans. L'année dernière a été une année noire pour sa fille de quatre ans inscrite dans une école de Yaoundé. Aujourd'hui, elle désire tout oublier, mais



Des élèves à la pause.

le souvenir des neuf mois les plus difficiles qu'aura passée sa fille la hante encore. Elle en parle avec amertume. «Vous vous rendez compte ? En une seule année, ma fille a eu la varicelle, la conjonctivite et la rougeole. Je n'ai pas pu supporter cela. Je me souviens avoir fait un scandale dans son école. Je ne comprenais pas comment les maîtresses à qui nous confions nos enfants pouvaient être aussi négligentes», s'offusque-t-elle.

Pour Odette Nzali, maîtresse dans une école maternelle du quartier Essos à Yaoundé, il y a des mesures que tout enseignant devrait prendre pour assurer la bonne santé de ses élèves. «Un enseignant est aussi un parent. Lorsqu'il constate qu'un de ses élèves est souffrant, il ne doit pas attendre. Il doit directement le mettre en quarantaine. Ceci évite que ses camarades ne soient contaminés et cela le protège également», explique-t-elle. Même si la quasi majorité des personnes pointe un doigt accusateur à l'endroit des enseignants, Aurelle Minka, pédiatre, estime que le tort ne leur revient pas uniquement. «Les enseignants ne sont pas des superhommes. Ils ont beaucoup d'enfants à gérer en même temps. Il peut arriver que l'enseignant ne remarque pas tôt qu'un enfant est souffrant. Les parents doivent eux-mêmes prendre des dispositions. Si ce ne sont pas les maladies, ça peut être des poux ou toute autre chose. A chaque rentrée scolaire, ils se doivent de déparasiter leurs enfants. Ceci évitera des surprises désagréables», conseille-t-elle.

## Douala

## 200 bourses pour les enfants défavorisés

L'initiative de l'Association des femmes d'Orange Cameroun entend promouvoir un égal accès à l'éducation.



Par Wamba Sop

La 13e de l'Opération rentrée scolaire (Orsa) organisée par l'Association des femmes d'Orange Cameroun (Adforc), le 22 septembre dernier à Douala a permis à près de 200 enfants orphelins ou issus des familles défavorisées de retrouver le chemin de l'école sans souci. On s'en convainc par une bourse de 35 000 Fcfa octroyée à chacun, laquelle est accompagnée d'un cartable contenant des fournitures scolaires.

Un appui jugé important par les bénéficiaires qui n'avaient pas jusque-là la possibilité de s'inscrire dans un établissement ou de disposer des manuels scolaires. «Les femmes d'Orange ont vraiment pensé à nous, elles ne peuvent pas imaginer le sourire qu'elles nous apportent. Je ne savais quoi faire pour que ma fille aille à l'école», se réjouit Sylvie Anoko, parent d'élève. Le geste des femmes d'Orange s'oriente vers les orphelinats et les enfants démunis à condition que le postulant soumette un dossier à l'étude. «Au-delà d'apporter un soutien logistique par des bourses et des kits scolaires, ce programme est l'expression de l'engagement des femmes d'Orange Cameroun à se regrouper autour des valeurs de partage et de solidarité», explique la présidente de l'Association des femmes d'Orange Cameroun (Adforc), Marie-Téclaire Ngo Mandeng.

Le coût de l'opération s'évalue à 10 millions Fcfa chaque année dont 70% supportés par la Fondation Orange. Le reste



Signe de partage et de solidarité.

étant un effort des membres de l'Adforc. Le taux de succès des enfants bénéficiaires a été de 96,8% au cours de l'année scolaire dernière soit un peu moins que l'année précédente. «Nous demeurons convaincus qu'en investissant sur notre jeunesse, nous contribuons à la formation de l'élite de demain... C'est d'avenir qu'il s'agit. Et cet avenir, nous en écrivons déjà les grandes lignes aujourd'hui», argumente le secrétaire général de la Fondation Orange Cameroun, Elisabeth Ehabe. L'opération qui bénéficie de l'accompagnement de la délégation régionale des Affaires sociales du Littoral, démontre qu'on peut accéder à l'excellence en vivant en situation de précarité. Au point où l'Adforc envisage d'aller un peu plus loin en offrant des bourses pour l'enseignement supérieur aux enfants qui décrocheront leur «baccalauréat avec mention».

## Développement

## La recherche scientifique dans les universités au cœur des débats



Par Andréa Lentchou (Stagiaire)

Utiliser la recherche scientifique comme levier de développement intéresse de plus en plus les Etats africains. La question était d'ailleurs au centre des échanges la semaine dernière lors de la conférence-débats organisée par le Centre de recherche «A priori». Étaient réunis autour de la même table, des chercheurs et universitaires, qui ont proposé des solutions pour satisfaire les besoins de base de la population.

En effet, pour Frédéric Foka, l'un des conférenciers, «la recherche scientifique s'inscrit au cœur même du développement». Il poursuit en disant qu'«un développement ne peut prospérer que s'il s'appuie sur l'éducation, la santé et la recherche», alors que «la recherche est un outil de création des richesses tant sur le plan collectif qu'individuel», conclut-il.

Un avis que partage Béatrice Elom, vice-présidente de Transparency International. Selon elle, pour détruire un peuple, il faut détruire son système éducatif et l'inciter à la corruption. Résultat: il sera mal orienté, incontrôlable et surtout corrompu. Pour empêcher cela, les Etats doivent instaurer dans les universités des programmes de recherches qui vont permettre aux chercheurs d'apporter des solutions concrètes aux problèmes sociaux. Il faut aussi penser à encourager financièrement la recherche hors des milieux universitaires à l'instar des centres de recherche privée tels que «A Priori» qui offre une garantie de recherche libre, apolitique, indépendante et transparente.



## Agenda

### Aujourd'hui

- Les militants de l'Alliance pour la démocratie et le développement (Add), organisent une marche de soutien à Garga Haman Adjé à Yagoua dans la région de l'extrême-Nord.

- Maurice Kamto du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), se rend en meeting de campagne à Garoua dans la région du Nord.

- Akere Muna du Front populaire pour le développement (Fpd), effectue une descente sur le terrain à Eseka dans le département du Nyong-et-Kellé.

- Le porte-étendard du Social Democratic Front (SDF), Joshua Osih, tient un meeting à Batouri à partir de 07h.

### Demain

- Akere Muna sera en meeting à Limbe dans le Sud-Ouest à partir de 09h.

- Lomié et Mindourou dans la région de l'Est accueillent Joshua Osih à partir de 07h

## Bon à savoir

### Circulaires, professions de foi et affiches

« Ces documents sont établis sur papier de la couleur retenue pour le candidat ou le parti. Ils portent le sigle qui a été retenu pour l'impression des bulletins de vote », (article 87, alinéa 3 du code électoral). « Le format maximum des affiches établies en vue de la campagne électorale est fixé sur décision du directeur général des élections », (alinéa 4 du même article). « Le texte des circulaires ou professions de foi et des affiches, signé par le mandataire [...] du candidat ou du parti, doit être soumis en double exemplaire au visa préalable de Elections Cameroon », (article 89, alinéa 1).

## Verbatim

« C'est parti pour 14 jours de campagne, 14 jours pour délivrer ce pays. Nous sommes sereins. Nous participons à cette élection pour la gagner. Je ferai le tour du Cameroun pour porter ce message à tous les Camerounais et leur dire que la délivrance est possible. Nous allons délivrer ce pays le 07 octobre ».

JOSHUA OSIH, LORS DU LANCEMENT DE SA CAMPAGNE À DOUALA, LE 22 SEPTEMBRE.

## Equipe de production

### Coordination

Jean De Dieu Bidias

### Reporters permanents

Florentin Ndatewou, Jenner Onana, Jean-Christophe Ongagna, Perrine Masso, Cyril Marcel Essissima, Tatiana Ngnombouwo, Guy Martial Tchinda

### Montage et Infographie

Valentin Essimi Tsanga

## En friche

### Marketing politique

## Paul Biya « confisque » les espaces dédiés

L'opposition développe toutes sortes de stratégies face à la boulimie publicitaire du candidat du Rdpc.



Par Florentin Ndatewou

Sillonner les différentes artères de la ville de Yaoundé sans voir sur son chemin, une affiche de campagne de Paul Biya relève de la fiction. Le candidat du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), marque sa présence de par ses effigies placardées le long des rues et sur des panneaux publicitaires. Tenez par exemple : du lieu-dit « Rond-point Nlongkak » jusqu'à la « Poste centrale » en passant par le « Carrefour du Collège de la retraite », les espaces publics ne jurent que par les visuels de Paul Biya. Ces derniers sont imprimés sur des supports papiers en grands formats. Des formats A5 en l'occurrence. Le spectacle est le même dans quasiment toutes les autres régions du pays. Le président-candidat s'est également offert des car-podiums équipés d'écrans. Ceux-ci projettent des spots mettant en exergue ses réalisations. A cela, s'ajoutent des gadgets tels des autocollants et écharpes que l'on identifie sur des motocyclettes au « Carrefour Mvog-Mbi ». Pour les propriétaires de ces engins, « Paul Biya est le choix de Dieu ».

Face à un tel déploiement, les candidats des partis politiques de l'opposition en course pour la présidentielle du 07 octobre prochain, ont du mal à suivre le rythme de la machine Rdpc. Ainsi, la banderole qui dévoile l'image du candidat de l'Union démocratique du Cameroun (Udc), Adamou Ndam Njoya, sis au lieu-dit « Carrefour du Collège de la retraite », semble noyé dans un océan d'images du candidat Paul Biya. Plusieurs raisons justifient ce faible déploiement par les outils de communication habituels des 08 candidats de l'opposition. « Nous avons voulu faire les choses différemment. [Notre] candidat est sur le terrain, en communion avec le peuple. Il n'a pas besoin d'être vu sur des affiches comme celui qui a fait 36 ans au pouvoir, et veut tromper les Camerounais en leur montrant qu'il est toujours présent à leur côté, alors qu'il n'a rien fait », explique le responsable du pool communication du candidat de l'Union nationale pour l'intégration vers la solidarité (parti Univers), Emile Bindzi.

En outre, le facteur financier traduit la timidité de ces derniers. « Nous avons refusé le financement public de la campagne électorale,



et nous avons donc décidé de faire avec les moyens que nous avons. La deuxième raison est due au fait que le parti au pouvoir a occupé tous les grands espaces publics d'affichage », confie le porte-parole du candidat du Mouvement citoyen national camerounais (Mncn), Sam Severin Ango. Le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) du candidat Maurice Kamto, dénonce lui aussi l'« affichage sauvage » du Rdpc qui « ne respecte pas la réglementation en matière d'affichage publicitaire. Les affiches de campagne sont gérées par les régies au Cameroun et le parti au pouvoir s'est taillé la part du lion. On aurait dû répartir de manière équitable, les grands espaces publics pour permettre à chaque candidat d'installer ses affiches », proteste le responsable de la communication du Mrc, Sosthène Médard Lipot.

Pour contourner ces obstacles, le Mrc utilise des flyers qui présentent le programme en raccourci du candidat Kamto, des sticks, des autocollants et un car podium animé par des artistes tels que Valsero. Le Peuple uni pour la rénovation sociale (Purs), a lui aussi trouvé une parade. « L'affichage se fait de façon progressive, parce que les moyens ne sont toujours pas disponibles au moment où on les attend. On est plus porté sur le contact direct et on évite de parler à trop de monde pour ne pas se retrouver à ne parler à personne », explique le responsable de la communication de ce parti, Achille Assako. Par ailleurs, le Purs de Serges Espoir Matomba a misé gros en mettant à contribution pour la campagne présidentielle en cours, un bus de 70 places brandé à l'effigie de son candidat. Pour le reste, la bataille fait également rage sur les réseaux sociaux.

## Décryptage

### Jean Claude Bilana

## On peut se passer de l'affichage

L'expert en communication et en marketing analyse la stratégie de communication en période électorale.



Par Florentin Ndatewou

Quel rôle joue l'affichage en période de campagne électorale ?

L'affiche est le premier vecteur de communication. Cela se vérifie tout aussi bien par une campagne de communication politique. On met l'accent sur le visuel du candidat, et vous allez voir que généralement, on prend les bustes des candidats, ce qu'on appelle vulgairement des portraits. Donc, c'est à partir du portrait du candidat, qui est l'essence même de l'identité visuelle de tout événement, qu'on aperçoit le candidat en grandeur nature. C'est assez important, parce que c'est là qu'on découvre qui est le candidat. Et on peut en multiplier sur tous les formats.

Nombre de candidats de l'opposition dénoncent le manque d'équité en raison de l'envahissement des espaces publics par le parti au pouvoir. N'y a-t-il pas des dispositions de la loi qui encadrent l'affichage public en période électorale ?

Le candidat au pouvoir est plus fûté et expérimenté en la matière. Donc, il réserve ses panneaux avant. Parce que c'est un problème de stratégie. Dans les équipes de campagne et d'états major, ils doivent savoir que lorsqu'ils ont conçu une affiche, la conception est faite par une agence conseil. Maintenant, les espaces appartiennent aux régisseurs publicitaires qui gèrent la ville. Ces régisseurs publicitaires sont les communautés urbaines qui agissent via les agences de régie. Si vous avez de l'argent, vous réservez vos panneaux et aucun annonceur ne va refuser. Certains candidats de l'opposition se plaignent de la faiblesse de leurs moyens

financiers. Ne pouvait-on pas envisager la gratuité de leur espace, vu qu'on est en période de campagne électorale ?

Elecram devrait élaborer une politique dans ce sens. En même temps qu'il offre les bulletins de vote et consorts, il pourrait également avoir un volet communication, qui est là pour appuyer les candidats et décider que pour chacun d'entre eux, on fabrique par exemple un million de T-shirts. Elecram, de concert avec la communauté urbaine, peut aussi installer à chaque carrefour et dans les grandes zones de passage, un grand panneau sur lequel on a tous les candidats. Ces affiches ont les mêmes normes. La deuxième proposition, c'est que les partis politiques devraient également se battre pour modifier la loi électorale en disant par exemple : « Nous voulons que tout ce que nous importons en période électorale, soit exonéré d'impôts ».

Les candidats peuvent-ils se passer de la communication par affichage ?

Les candidats peuvent se passer des affichages. Ils peuvent faire le porte-à-porte, ils peuvent faire du « Street marketing », et cela peut être productif en fonction de la cible. Ils ne choisissent pas de gagner partout, mais de faire un bon score chez eux notamment, dans leurs fiefs électoraux où ils comptent faire le plein de voix. Etant donné que les candidats savent que le vote est parfois tribal, ils ne se soucient pas tellement des affichages et savent que les électeurs vont malgré tout, voter en leur faveur.







## Zoom

### Présidentielle 2018

## L'usage du téléphone portable interdit dans les bureaux de vote

*L'opposition dénonce une provocation de trop, Elecam assure prévenir d'éventuels dérapages.*



Par Jean De Dieu Bidias

Ainsi donc, les électeurs seront dessaisis de leurs téléphones portables avant d'accéder aux bureaux de vote, le 07 octobre prochain. L'annonce de la mesure est partie de la délégation régionale d'Élections Cameroon (Elecam) pour le Centre, à travers une affiche qui a fait le tour des réseaux sociaux hier 25 septembre. La structure en charge de l'organisation, de la gestion et de la supervision du processus électoral et référendaire assure prévenir, à travers cette mesure, d'éventuels dérapages qui pourraient survenir d'une mauvaise manipulation des images filmées et diffusées sur les réseaux sociaux, souffle une source autorisée à la direction générale. Pour cette dernière, si la mesure prise n'est pas prévue par la loi, l'utilisation du téléphone portable non plus n'est pas autorisée dans les bureaux de vote. « *Un bureau de vote c'est pour voter ; y autoriser des téléphones portables ne peut causer que des problèmes. Le vote est secret, c'est une disposition constitutionnelle. Et puis, quel intérêt les gens auraient-ils à filmer le vote si ce n'est de violer ce secret ? Il vaut mieux se prémunir des dérapages qui pourraient avoir des conséquences graves sur le déroulement du scrutin* », explique notre source.



Elecam vient visiblement de couper l'herbe sous le pied des candidats de l'opposition qui appelaient leurs militants et sympathisants, non seulement à surveiller leur vote, mais à filmer éventuellement les procès-verbaux et les publier sur les réseaux sociaux. Or, même à titre exceptionnel, elle ne peut légalement prendre une telle décision qui risque de piétiner le droit du citoyen à l'information. Qui plus est, l'article 93 du Code électoral prévoit que le résultat acquis dans chaque bureau de vote est rendu public immédiatement après le dépouillement. Ce qui signifie qu'Elecam n'a absolument rien à craindre. Sur sa page Facebook, le député du Social Democratic Front, Jean Michel Nintcheu,

tivations réelles d'une telle mesure. « *Les bureaux de votes sont des lieux publics, dit-il. A la limite, on peut demander aux électeurs de mettre leurs téléphones sous vibreur. Et que vont faire les scrutateurs des partis politiques qui doivent rendre compte instantanément à leurs mandants ? C'est absolument regrettable* ». Alain Fogue du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) promet que, « *si une telle mesure est prise, nous demanderons à nos militants et sympathisants de prendre d'assaut les bureaux de vote avec leurs téléphones portables, sauf à croire qu'Elecam ne veut pas organiser l'élection. S'il s'agit d'élections transparentes, pourquoi a-t-on peur de l'usage du téléphone ?* », s'interroge-t-il.

pour qui la décision d'Elecam est « *liberticide en tous points de vue* », pense que « *par cet acte ignoble, cet organe censé être neutre et impartial a décidé de jouer avec les nerfs des Camerounais en jetant de l'huile sur le feu* ». « *Cette décision, poursuit-il, est anticonstitutionnelle à partir du moment où notre loi fondamentale garantit le droit à l'information [...] Elle viole également de façon flagrante les différents traités internationaux ratifiés par le Cameroun relatifs à l'accès à l'information. Cette décision digne de l'époque de Malthusalem est une provocation de trop* ».

Le candidat du parti Univers à la présidentielle du 07 octobre prochain, Cabral Libii, s'interroge sur les mo-

## Sous-bois

### La conduite à tenir par les médias



Par Cyril Marcel Essissima (Stagiaire)

Transparence, pluralisme et équilibre forment le triptyque auquel sont astreints les journalistes pendant la campagne électorale. C'est la teneur du point de presse donné par le président du Conseil national de la communication (Cnc), Peter Esoka, le 21 septembre dernier, veille de l'ouverture officielle de la campagne électorale en vue de l'élection présidentielle du 07 octobre prochain. En cette période, le conseil appelle les organes de presse à faire preuve de « *professionnalisme et de responsabilité* ». Aussi, la couverture du processus électoral doit-il obéir aux notions « *de transparence, de pluralisme et d'équilibre* ». Loin d'être un simple vocable « *arithmétique* », le principe d'équilibre renvoie, selon le Cnc, à « *un traitement équitable des opinions ou des informations collectées par les*

*journalistes dans le cadre de leur travail* ». S'agissant du pluralisme, il est question de favoriser l'expression des partis en lice dans la compétition électorale. En clair, les médias sont invités à « *prendre en compte le genre, la diversité des courants de pensée, voire des catégories sociales de la population (par exemple les minorités)* ». Le principe de transparence quant à lui se rapporte à la déontologie du métier. Concrètement, le mélange des genres est proscrit. Les journalistes doivent pouvoir démêler « *ce qui relève de l'information et ce qui tient de la propagande* ». Vu le contexte socio-politique particulier que vit le Cameroun, le conseil interdit de diffusion « *tout ce qui est de nature à fragiliser des idéaux de paix sociale, d'unité et d'intégration nationale, de démocratie et des droits de l'Homme* ».

### Le point sur l'enrôlement des observateurs électoraux



Par Jean-Christophe Ongagna

Dans les quelque 25.000 bureaux de vote retenus pour l'élection présidentielle du 07 octobre prochain au Cameroun, ils sont attendus sur le terrain de la surveillance. L'article 296, alinéa 1 du code électoral le rappelle fort opportunément : « *Dans le cadre de la supervision du processus électoral [...], Elections Cameroon (Elecam, Ndlr) peut collaborer avec les observateurs nationaux et internationaux accrédités* ». La date limite de recevabilité des dossiers ayant expiré vendredi 14 septembre dernier, l'heure est désormais à la vérification de ces derniers, dans les services du ministère de l'Administration territoriale (Minat). Mais aucun chiffre précis ne filtre pour le moment. Même pas une estima-

tion. « *Pour le moment, nous ne pouvons pas encore vous donner le chiffre exact de dossiers reçus dans nos services. Les dossiers sont en train d'être vérifiés, avant de passer à la signature chez le ministre* », renseigne l'inspecteur général n° 2, chargé des questions électorales au Minat, Jean Roger Eyebe. Pour mémoire, 156 organismes nationaux et internationaux ; soit environ « *9000 observateurs électoraux* » au total, ont été accrédités lors de la présidentielle de 2011, rappelle Jean Roger Eyebe. Parmi eux, 6000 observateurs étrangers. Dans un communiqué rendu public la semaine dernière, Paul Atanga Nji a indiqué que « *conformément aux principes universellement admis, l'administration ne finance pas leur activité* ».





## Les gens

**Jules Frédéric Nyongha**

## Le coach du tireur de penalty

L'ancien entraîneur des Lions indomptables du Cameroun a annoncé son soutien au candidat du Mrc, Maurice Kamto.

 Par Claude Olivier Banaken

**D**u football à la politique. Une transversale que vient d'effectuer l'ancien entraîneur des Lions indomptables du Cameroun, Jules Frédéric Nyongha. C'est par une vidéo tournée hier mardi 25 septembre à son domicile au quartier Ngouso à Yaoundé, que le coach a annoncé son soutien à Maurice Kamto, candidat à l'élection présidentielle du 07 octobre prochain.

A l'heure où la campagne électorale bat son plein sur l'ensemble du territoire national, « tout bon Camerounais se doit de faire un choix ». Et son choix, Jules Nyongha l'a porté sur Maurice Kamto, le candidat investi par le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc). Réputé dans le milieu du football pour sa riche expérience en tant que joueur et entraîneur, Jules Frédéric Nyongha a désormais pour nouveau poulain, celui qu'on surnomme « le tireur de pe-

nalty », afin de marquer le but dans la cage (palais de l'Unité) gardée par Paul Biya, le président sortant.

Sur ses motivations de rallier les rangs du Mrc, le coach affirme : « le Cameroun que les gens de ma génération ont pris de la peine à construire est aujourd'hui assombri ». Des différents projets de société proposés par les neuf candidats, seul celui de Maurice Kamto est « le plus réaliste et pourrait sortir le Cameroun de la crise », estime Jules Frédéric Nyongha. Dans sa vidéo, l'originaire de la région du Nord-Ouest présente le candidat du Mrc comme un homme intègre, charismatique et surtout quelqu'un sur qui on peut compter. Il invite par ailleurs les Camerounais à voter en sa faveur. Car pour lui, Maurice Kamto « est le seul qui peut



sortir le Cameroun de l'eau ».

Agé de 73 ans, Jules Frédéric Nyongha occupe actuellement le poste d'entraîneur de Caïman de Douala, un club affilié à la ligue régionale du Littoral. Durant plusieurs années, il a été entraîneur et entraîneur adjoint des Lions indomptables. Sa dernière apparition avec l'équipe nationale du Cameroun remonte au 09 septembre 2007. Les Lions indomptables affrontaient alors le Nzalang national de Guinée équatoriale, pour le compte de la 6e et dernière journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (Can) Ghana 2008.

## Sur le Net

**Croc-en-jambe**

## La foi de Cabral Libii trainée dans la boue

Un document en circulation sur les réseaux sociaux consacre le candidat du parti Univers comme étant membre d'une loge.

 Par Marguerite Papanà

**U**n menu de choix pour les internautes hier 25 septembre : la « Foi de Cabral Libii ». Au vu de la propagande sur les réseaux sociaux, notamment Facebook, celle-ci satisfait le grand appétit et le palais de l'opinion camerounaise. Pour preuve, elle a été mangée à toutes les sauces dès le début de la matinée. Le candidat de l'Union nationale pour l'intégration vers la solidarité (parti Univers), Cabral Libii, est en effet sujet d'« une campagne de dénigrement », d'après ses partisans. Un document qui circule sur les réseaux sociaux désigne l'un des plus jeunes candidats en lice au scrutin du 07 octobre prochain, comme membre d'une loge maçonnique. Dans ledit document signé du président de ce Conseil, Joseph Castelli, il est mentionné que « le Souverain sanctuaire de Suprême conseil des rites confédérés devra apporter au frère Cabral Libii Li Ngue Ngue, toute assistance subtile sur tous les plans visibles et invisibles dans le but de favoriser l'adhésion de la société entière aux propositions et offres formulées et proposées par [notre] frère au public du Cameroun et dans l'intérêt suprême de l'Ordre ».

Une « information » qui trouve tout son sens pour les détracteurs du candidat du parti Univers. Pour eux, « la capacité à rassembler les foules de Cabral Libii lui vient des loges mystiques de France ». Mais un autre document, lui aussi diffusé sur les réseaux sociaux - et qui serait l'original du premier falsifié -, ne mentionne pas le nom du candidat. Sur la page Facebook de Cabral Libii, les internautes sont partagés : « Le sabotage est visiblement devenu le projet de société de certaines formations politiques », s'exaspère un internaute. « Personne ne peut prétendre entrer à Etoudi jusqu'à dormir, s'il n'est pas dans une loge. Sinon, ses adver-



saires initiés ou même un simple sorcier du quartier vont lui supprimer la vie pour rien. Pour des raisons de protection ou d'influence, il doit adhérer à un cercle », croit savoir un autre. Un avis différent pense que c'est sa récompense pour avoir « demandé de l'argent partout ». Réponse d'un internaute : « Franc-maçon ou pas, le cadet des autres est un phénomène redoutable ».

Ayant pris connaissance de ce débat, le principal concerné affirme sur sa page officielle Facebook, ne pas connaître l'organisation maçonnique à laquelle on l'affilie : « La main de Dieu les met en déroute ! [...] Il m'est attribué désormais l'intention de promotion d'une organisation dont je prends connaissance de l'existence, au travers d'un document très coloré. Nous avons des urgences, chers compatriotes. Restons concentrés sur les objectifs de changement », appelle Cabral Libii.

## Salade de campagne

### La « Paulémique » repart

 Par Le saladier\*

**Ç**a n'a rien à voir avec la « question de sémantique » au sujet des « persécutés » de l'Eglise catholique qui vit au Cameroun, soulevée par le séminariste Mgr Akonga Essomba suites au décès tragique et mystérieux de Mgr Benoit Bala, évêque de Bafia en 2017. Les « persécutés » de...Saül devenu Paul, bien sûr. Non, la...Paulémique est celle qui a toujours été, celle des slogans de campagne du candidat président. Souvenez-vous. « Le Cameroun des grandes ambitions » et « Le temps des grandes réalisations », et leurs déclinaisons dans l'anglais of England. « The great ambitions », « The great achievements », qui disent les puristes de la langue, ne renvoient pas forcément à la même réalité. Le Popol fut alors accusé de réaliser comme à son habitude avant même qu'il n'ait promis ! Ou quelque chose comme ça. Fantastique, n'est-ce pas ? En tout cas les Shakespeare camerounais nous diront. Après tout ce n'est qu'une question de...maux.

Voici qu'en 2018, il en remet une louche ! Laissons tomber la photo de campagne qui, ça se voit sans microscope, semble sortie droit des studios de Bonass, contrairement à « Paul Biya le choix du peuple » en 2011 obtenu après un shooting de pro ! Voici « Paul Biya, la force de l'expérience ». La désinence anglaise sur l'affiche donne... « Paul Biya, the force of experience ». « Bullshit ! Nonsense ! », s'étrangle Shakespeare dans son céleste repos. C'est plutôt : « Paul Biya, the strenght of experience ». Comme l'œuf de Colomb, c'était pourtant si simple à trouver : il suffisait de demander !



Sur le terrain

## Kribi

### L'opposition absente, cinq jours après l'ouverture de la campagne



Par Lazare Kingue

Le Social Democratic Front (SDF), le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (Mrc), le parti Univers et le Front populaire pour le développement (Fpd) sont les principaux partis politiques d'opposition en lice pour la prochaine présidentielle qui ont des représentants locaux dans le chef-lieu du département de l'Océan. Mais jusqu'ici, l'on observe comme un manque de stratégies de la part de ceux-ci sur le terrain. En dehors de quelques brèves sorties médiatiques dans les radios locales de Kribi, rien de concret ne se dessine quant à la tenue des meetings de leurs partis.

La rencontre du Mrc initialement prévue pour se tenir dimanche dernier à la place des fêtes de Kribi a été reportée à une date ultérieure, du fait d'un « chevauchement » de programmes avec le Rdpc. Le chargé de la communication de l'antenne départementale du SDF dans l'Océan, Patrick Ipouah, annonçait déjà lundi dernier sur les ondes de radio Espoir (émettant à Kribi), que son candidat Joshua Osih prépare un rassemblement de haute facture dans la cité touristique du Sud. « Je voudrais vous dire que Joshua est fils de Bwanbe, ici même à Kribi. Etant donné que c'est son village, il raflera tous les suffrages. D'ailleurs, vous verrez la grande foule qui affluera lorsqu'il sera là », jubile Patrick Ipouah. Après ce



Kribi, en attendant l'opposition.

passage à la radio, le staff local du SDF a tenu lundi en soirée une réunion stratégique en prélude à l'arrivée de son candidat national. « Nous vous communiquerons la date du meeting au moment opportun, a-t-il confié. Pour l'instant, nous préparons le terrain et cherchons la meilleure méthode pour convaincre le public ».

Du côté du mouvement « Now ! », le chronogramme officiel du candidat Akere Muna ne prévoit pas de descente à Kribi. En fait, l'ancien bâtonnier y était déjà une semaine avant le lancement de la campagne électorale officielle. Mais son représentant sur place, Oumar Ndoumbe, peaufine encore lui aussi des stratégies pour des rencontres à grande échelle. Quant au parti Univers, on n'en parle presque pas. Ses partisans sont dubitatifs au sujet de l'arrivée de son candidat dans la ville balnéaire. On retient toutefois que Cabral Libii était le tout premier parmi les candidats déclarés à la présidentielle 2018 à fouler le sol de la cité balnéaire du Sud.

## Bamboutos

### Nganou Djoumessi mobilise pour Paul Biya



Par Wamba Sop

Le lancement de la campagne électorale du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) dans le département des Bamboutos s'est déroulé dans une ambiance festive le weekend dernier.

Tout commence le matin du samedi 22 septembre par une visite surprise aux vétérans sportifs de la ville de Mbouda, alors qu'ils jouent leur traditionnel match de football du samedi matin au stade du Lycée bilingue. Le ministre Emmanuel Nganou Djoumessi, président de la Commission départementale de coordination de la campagne pour le candidat Paul Biya, et par ailleurs chef de la Délégation permanente départementale du Comité central du Rdpc dans les Bamboutos va offrir un don d'équipements sportifs à ses frères avec qui il effectue spontanément une marche de ralliement sur les principales artères de la ville.

Quelques heures plus tard, l'équipe de campagne s'ébranle pour un tour à la rencontre des militants des sections Bamboutos Sud à Batcham, Bamboutos Centre 2 à Babadjou, Bamboutos Nord à Galim et Bamboutos Centre 1 à Mbouda. A chaque étape, les responsables des différents organes du Rdpc, ainsi que les élus vont



Echange avec les populations de Galim.

égrainer les réalisations qui transforment progressivement le paysage et le climat socioéconomique des Bamboutos, multipliant par-là, les appels à la consolidation de ces acquis émanant du bon choix politique opéré depuis 2002. Au cours de cette tournée, les Commissions communales de coordination de la campagne ont été installées avec pour mission de privilégier la communication interpersonnelle en allant à la rencontre des électeurs de domicile en domicile.

« Il n'y a pas d'opposition à faire valoir dans les Bamboutos car même l'aveugle voit ce qui se fait dans ce département. Voter Paul Biya, c'est voter pour la route, la salle de classe, le point d'adduction d'eau potable, c'est voter pour le développement », a affirmé Emmanuel Nganou Djoumessi, invitant les militants et sympathisants du Rdpc à intensifier l'occupation de l'espace politique au cours de ces 2 semaines afin de garantir au candidat Paul Biya, un vote massif et triomphal le 07 octobre 2018.

## Sous-bois

### Un militant d'Univers chassé d'un meeting du Rdpc



Par Guy-Roger Mvondo

C'est dans une salle des actes de l'hôtel de ville de Mengong pleine à craquer, que se produit l'incident peu avant le démarrage du meeting de lancement de la campagne présidentielle du Rdpc dans la Mvila-Ouest (Sud). Alors qu'on attend l'arrivée dans la salle de l'honorable Céline Mendoua, présidente de la section Rdpc de cette circonscription politique par ailleurs présidente de la commission communale de campagne pour l'élection du 07 octobre, l'imprésario de circonstance évoque la présence d'un étranger dans la salle. « Nous sommes en train de vouloir démarrer notre rencontre, mais nous ne voulons pas des étrangers. Les réunions du Rdpc ne sont pas ouvertes à ses adversaires. Nous prions la personne concernée par cette remarque de bien vouloir libérer cette salle », ordonne-t-il.

L'annonce crée un remue-ménage dans la

salle. Chacun suspecte son voisin. L'attente devient de plus en plus longue. Céline Mendoua conditionne son entrée dans la salle et le démarrage de la réunion à la sortie de l'intrus. Le refus d'obtempérer du concerné oblige finalement l'imprésario revenir à la charge. « Nous sommes dans l'obligation de dévoiler le nom de la personne visée par l'annonce de tout à l'heure. Il s'agit du nommé Mbo'o Mvondo, alias « Eperon », militant du parti Univers », révèle enfin le présentateur. Sous le regard admiratif des militants du parti du flambeau, le « cabraliste » libère les lieux en « héros ». « Ils viennent de me rendre encore plus célèbre. Ils savent que je suis un danger pour eux. Avec un peu de moyens, je suis capable de faire basculer tout Mengong dans le parti Univers », se vante-t-il avant de prendre définitivement congé de ce lieu hostile.

### Les jeunes invités à promouvoir la paix



Par Guy Martial Tchinda

Le Cameroun est en passe de nombreux problèmes qui menacent sa stabilité. C'est le cas de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest qui a déjà occasionné de nombreuses pertes aussi bien humaines que matérielles. « Fort de cette instabilité [...], il y a de bonnes raisons de s'inquiéter de la tenue dans la sérénité de la prochaine élection présidentielle », s'apçurait le 06 septembre dernier, Jean-Marc Biko, au cours de la déclaration de la co-alition « Tournons la page ».

« Il n'y a pas d'élection sans heurts, mais les jeunes doivent tout faire pour que l'élection soit dépouillée sans heurts », a déclaré Eric Mathias Owona Nguini. L'universitaire a prononcé une leçon inaugurale du symposium national des jeunes leaders des partis politiques et

des Organisations de la société civile du Cameroun pour la consolidation de la paix en période électorale. Au cours de cette rencontre organisée à Yaoundé du 21 au 22 septembre dernier par le Conseil national de la jeunesse du Cameroun, des jeunes ont été exhortés entre autres, à privilégier le dialogue à la violence.

« Je fais une campagne responsable sur les réseaux sociaux, je vais aux urnes exercer mon devoir citoyen, j'accepte le verdict des urnes, j'œuvre pour la consolidation de la paix et de l'intégration nationale de mon pays, pour la construction d'une nation prospère ». En reprenant en chœur cette profession de foi, les participants se sont engagés à promouvoir la paix partout où ils iront à l'occasion du scrutin du 07 octobre prochain.



Série

# Maladies au scanner

26- Le marasme

Dr Germaine Nkengfack

## L'hypotension est l'une des complications

Nutritionniste et enseignante à l'Université de Dschang, elle conseille l'allaitement maternel exclusif pour se prémunir de cette forme de malnutrition aigüe.



Par Guy Martial Tchinda

### Qu'entend-on par marasme?

Le marasme est une des formes sévères de malnutrition protéino-énergétique. Selon l'Organisation mondiale de la santé (Oms), un enfant de six à 59 mois chez qui le périmètre brachial est inférieur à 115 mm, un indicateur de masse corporelle inférieur de 3 à 2 (déviations moyennes) par rapport au standard international, une circonférence du bras d'entre 11 et 12,5 cm ou qui présente des œdèmes est susceptible de souffrir d'une malnutrition aigüe et devrait immédiatement être conduit à un centre de traitement pour une évaluation complète et une éventuelle prise en charge. D'autres formes de malnutrition protéino-énergétique sont le kwashiorkor et le Kwashiorkor marasmique qui est une forme combinée du kwashiorkor et du marasme.

### Quelles en sont les causes du marasme ?

Les causes immédiates sont une alimentation dépourvue des protéines et énergies chez l'enfant ou chez la mère pendant la grossesse ; les infections, comme le Vih, la syphilis ou la tuberculose ; très mauvaises conditions sanitaires et hygiéniques. A celles-ci s'ajoutent les causes sous-jacentes qui sont entre autres la pauvreté, l'impossibilité d'accéder à la nourriture, les conflits, les maladies, les changements climatiques, le manque d'eau potable.

### Parlez-nous des symptômes de cette maladie.

Plusieurs manifestations peuvent être observées. On a par exemple une fonte musculaire et grasseuse importante ; le retard de croissance ; la perte d'énergie ; la peau sèche ; les cheveux cassants ; le risque élevé d'infections.

### Peut-on guérir de cette maladie ?

Oui le marasme peut être guéri. Au Cameroun, le protocole de prise en charge de la malnutrition aigüe sévère élaborée par le ministère de la Santé publique repose sur les nouvelles directives de l'Oms. Il faut aussi noter que le traitement efficace du marasme dépend de l'âge du patient, du



degré de perte de poids, la présence d'infection ou pas, le type d'alimentation à prendre, et se fait en trois étapes : Le traitement diététique : lorsqu'un enfant est identifié comme atteint de marasme, un examen clinique complet doit être réalisé immédiatement pour rechercher des complications médicales et évaluer son appétit. Un enfant qui a de l'appétit qui est bien portant sur le plan clinique et qui

est alerte doit être traité en ambulatoire ;

Un enfant qui présente des complications médicales qui a un appétit insuffisant ou qui présente un ou plusieurs signes de danger de la Prise en charge intégrée de l'enfant (Pcime) doit être traité en hospitalisation, où il reçoit les aliments thérapeutiques (F75 et F100), enrichis en vitamines et minéraux. L'alimentation doit se faire de manière progressive afin de permettre à l'organisme de se réhabituer après des pertes énormes.

On a également le traitement médical systématique. En plus du traitement diététique, un enfant atteint de marasme reçoit un traitement antibiotique par voie orale prescrit par un médecin. Il faut aussi traiter les infections (vaccin contre la rougeole) ; supplémenter la vitamine A en fonction de l'âge de l'enfant en cas de non prise d'aliments thérapeutiques.

La troisième étape est la prise en charge des complications fréquentes. Il faut réhydrater le patient en cas de déshydratation ; traiter les diarrhées, qui peuvent être liées à une pathologie quelconque.

### Combien coûte ce traitement à l'hôpital ?

Le traitement des enfants dans les centres de santé publics se fait à très bas prix, il est même presque gratuit dans certains centres.

### Si la prise en charge n'est pas immédiate, quelles sont les complications possibles ?

Le marasme a plusieurs complications parmi lesquelles les diarrhées, les infections respiratoires, l'hypothermie, l'hypotension.

### Quelle est l'ampleur de cette maladie au Cameroun ?

Selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), environ 6.1 % des enfants de six à 59 mois souffrent d'une malnutrition aigüe au Cameroun. Les régions les plus affectées sont l'Extrême-Nord, le Nord, l'Adamaoua et l'Est, surtout les camps des réfugiés comme celui de Gado.

### Quelle est la couche de la population la plus touchée et pourquoi ?

En générale, les couches les plus vulnérables à la malnutrition sont les enfants de moins de 5 ans ; les femmes enceintes ; les personnes âgées ; les personnes en situation d'urgences ; les personnes atteintes des maladies chroniques telles que Vih/Sida

### Par quels moyens peut-on prévenir le marasme ?

On peut prévenir le marasme en s'alimentant d'une manière équilibrée. Un repas équilibré est riche en toutes les catégories de nutriments nécessaires pour le bon fonctionnement de l'organisme (protéines, glucides, lipides, vitamines et sels minéraux). Il faut aussi promouvoir l'allaitement maternel exclusif, bien cuire les repas avant consommation ; observer les mesures d'hygiène dans la manipulation de l'eau potable et des aliments.



**Nomayos****Le premier sac de ciment attendu en janvier 2019**

Malgré le manque d'électricité et le mauvais état de la route, les travaux de construction de la station de broyage de Cimencam semblent respecter les délais.



Par Vanessa Bassale

**S**ur le chantier de la station de broyage ciment de Nomayos, le 20 septembre dernier, il y a grand monde. Dans leurs combinaisons orange, bleue ou violette, des ouvriers s'activent. Certains scient des barres de fer pendant que d'autres, à l'aide de pioches et de pelles, creusent la terre. Tout ceci sous un soleil ardent. Ici, rien ou presque ne laisse présager que l'on attend la visite d'Ernest Ngwabouobou, le ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique (Minmidt). Ce dernier vient s'enquérir de l'état d'évolution des travaux de construction de cette usine dont la première pierre a été posée il y a sept ans. C'est donc avec enthousiasme que Benoît Galichet, directeur général des cimenteries du Cameroun (Cimencam), lui annonce que le premier sac de ciment sortira de cette station de broyage le 28 janvier 2019. D'ailleurs, la cérémonie de jeudi dernier avait pour but de présenter aux populations et aux autorités administratives et tradition-



Le Minmidt pendant la visite guidée du chantier.

nelles, les premiers équipements que l'entreprise vient de réceptionner et de mettre en place. Cependant, dans son allocution, le directeur général de Cimencam ne manque pas de soulever les difficultés qui pourraient ralentir les travaux. Avec tact, il pose le problème du manque d'électricité et du mauvais état de la route. Des situations que lui ou plutôt l'entreprise qu'il di-

rite dit avoir les moyens de résoudre facilement. Seul hic : il n'a pas encore reçu les autorisations nécessaires qui vont lui permettre de débiter les travaux liés à l'électrification et à l'aménagement routier. Benoît Galichet appelle donc les autorités compétentes à se pencher sur cette question.

Une fois en service, cette station de broyage va produire 500.000 tonnes de ciment. De quoi réduire l'écart entre l'offre et la demande. Cependant, cela ne signifie pas automatiquement que le prix du sac de ciment va baisser. « Pour réduire le prix du ciment, il faut tenir compte de la valeur du calcaire sur le marché in-

ternational. Le calcaire qui est sa principale composante (60%). Ce n'est que si la valeur de ce minéral baisse que l'on peut songer à réduire celle du ciment », explique Moukoko Mbonjo, le président du conseil d'administration de Cimencam qui dit être surpris de voir les gens s'étonner de ce que le prix de ciment soit resté le même malgré la multiplication des entreprises spécialisées dans sa production.

**Douala****Contrebande des cigarettes : la répression bat son plein**

**C**es derniers jours, des vendeurs de cigarettes de la ville de Douala ont perdu le sommeil. Une opération coup de poing menée par les forces de l'ordre, munie d'un nombre d'ordonnances judiciaires, et confortée par la présence d'un huissier ainsi que des officiers de police judiciaire a passé au peigne fin la qualité des cigarettes vendues aussi bien sur les trottoirs, étals et dans les boutiques de fortunes que par les vendeurs ambulants. Pendant une journée entière, de jour comme de nuit, bravant la pluie, cette forte équipe a sillonné artères, marchés et mêmes coins chauds de la ville de Douala. Le 30 août 2018 par exemple, les actions ont été déployées dans les quartiers de Bonamoussadi, Kotto, Logpom, dans l'arrondissement de Douala 5è. La moisson était importante. Il n'y a pas eu un seul de ces vendeurs visités ou accostés chez qui, il n'a pas été retrouvé au moins un paquet de cigarettes illicite. Les marques de cigarettes les plus retrouvées étaient : St. Moritz, Gold Seal, D&J, Esse, Aspen, et Benson & Hedges, pour l'essentiel des cigarettes retirées en contrebande du Nigeria et ne portant pas le marquage sanitaire ou les éléments d'identification propres aux produits autorisés à la vente



au Cameroun. Par ailleurs, une importante cargaison de sept (07) cartons de Gold Seal non conformes parce que ne portant pas l'estampillage réglementaire, a été retrouvée et saisie auprès d'une commerçante au marché Bonamoussa-

di. On se souvient que depuis quelques années, une campagne de sensibilisation conduite sous la houlette du GICAM dans le cadre de l'opération HALCOMI avait porté l'attention du public sur les dangers de la commercialisation des produits de

contrebande. C'est le lieu de remarquer qu'à la suite de ladite campagne dont les maîtres mots furent « La contrebande de cigarette vous mène en prison », la répression se poursuit. Alors que certains commerçants véreux pensaient bénéficier d'un répit suite à la suspension de l'opération HALCOMI, c'est avec surprise et en larme qu'ils ont reçu la visite de l'équipe de répression en même temps qu'ils apprenaient que l'opération Fight Against Smuggling, Counterfeiting and Illegal Trade (FACSIL) déployée depuis mai 2018 est venue renforcée l'efficacité de sa devancière HALCOMI. Pour le Groupement Interpatronal du Cameroun (Gicum), il ne fait pas de doute que le quart des cigarettes vendues sur le marché est issue de la contrefaçon ou de la contrebande. Dans un rapport du Ministère des Finances, le Cameroun estime avoir perdu à cause de la contrefaçon et de la contrebande, en moyenne plus de 100 milliards de francs CFA par an. C'est dire combien le Gouvernement et l'organisation patronale mette du prix à l'éradication totale de ce fléau dans notre économie, encore et surtout dans ce contexte de crise sécuritaire où des sources indiquent des rapprochements entre le commerce illicite et le



## Ministère des Finances

## Ce qui est attendu des nouveaux responsables

Louis Paul Motaze a donné des instructions au cours de leur installation hier 25 septembre.

 Cyril Pascal Dibamou

Un souffle nouveau vient d'être impulsé au ministère des Finances (Minfi) à travers les nominations du 18, 19 et 20 septembre dernier. Ce vaste mouvement intervient au moment où le Cameroun est sous programme économique et financier avec le Fonds monétaire international (Fmi) appuyé par une facilité élargie de crédit (Fec). Ce programme triennal, qui s'achève en 2019, a permis au Cameroun de bénéficier des partenaires au développement un appui budgétaire d'un montant de 1703 milliards Fcfa. L'un des objectifs de celui-ci est de réduire considérablement le déficit budgétaire.

« Et si en fin 2019, ces objectifs n'étaient pas atteints ? », s'est interrogé le ministre des Finances hier 25 septembre, lors de l'installation des responsables récemment nommés. « Le Minfi doit proposer la thérapie à mettre en place afin d'éviter que le Cameroun entre dans un cycle de dépendance aux partenaires au développement », a indiqué Louis Paul Motaze. Pour cela, il compte sur ses nouveaux collaborateurs qui ont été désignés selon leurs compétences.

D'abord, pour les inspecteurs généraux, qui doivent se départir de l'idée qui laisse croire que leur travail se limite aux contrôles, le Minfi leur demande de faire la cartographie des risques et de proposer des solutions puisque « l'audit doit aussi aider les responsables à maîtriser leur poste ». En-



Louis Paul Motaze. Le Minfi.

suite, aux responsables de la direction générale du Trésor, le patron des Finances demande de chercher d'autres ressources financières innovantes afin de pallier à la raréfac-

tion des ressources. « Nous comptons sur vous pour sortir des sentiers battus. Vous devez aussi travailler avec les administrations d'assiettes (Impôts et Douanes) », a instruit Louis Paul Motaze. À la direction générale du Budget (Dgb), qui doit continuer de jouer son rôle dans la discipline budgétaire, il est attendu une meilleure surveillance du niveau de subventions et des entreprises en restructuration. « Quelles sont ces entreprises qui sont indéfiniment en restructuration ? Je veux une synergie entre la Dgb et la direction de la restructuration. « Vous devez avoir le courage de faire les propositions au Minfi sur les réformes », instruit-il.

S'agissant des pensions, la ressource de substitution à la fin de la carrière professionnelle d'un individu, le Minfi demande au nouveau directeur du personnel et des pensions de faire des propositions afin que toute personne admise à faire valoir ses droits à la retraite puisse immédiatement toucher leur droit le mois suivant sa cessation de service. Pour cela, il doit notifier six mois auparavant les ministères sectoriels ainsi que le personnel de l'Etat en question. Enfin, aux conseillers techniques, le ministre a rappelé qu'ils doivent être son aide-mémoire. « La Direction des affaires juridiques doit protéger les intérêts de l'Etat. Elle doit prendre des mesures pour éviter les causes du contentieux qui fait perdre beaucoup de milliards à l'Etat ».

## Michael Ouagni

## Il faut promouvoir la culture de sécurité dans l'aviation civile

Le président de l'Association des contrôleurs aériens du Cameroun encourage ses pairs à abandonner les vieux réflexes.

 Par Michel Ferdinand

**Quelles problématiques avez-vous abordé pour limiter l'insécurité dans l'aviation civile au cours de la rencontre internationale organisée du 12 au 14 septembre dernier à Douala ?**

Il y a les facteurs humains. Quand il y a un incident le plus souvent, l'être-humain est engagé, l'accident peut arriver à cause de l'activité humaine. Nous avons parlé de la culture de sécurité, un concept auquel les gens ne sont pas habitués. Le second axe quant à lui a porté sur la communication en cas de crise. Cela arrive généralement quand il y a un incident ou un accident d'avion. La poussée de réseaux sociaux peut faire qu'on ait affaire aux « Fake News », lesquels peuvent déstabiliser tout un pays. Les participants savent désormais à quoi s'en tenir. On s'est rendu compte que dans la plupart des agences de fourniture de l'aviation aérienne, il y a des plateformes de dialogue, et le management ne sait pas le plus souvent quelle est la grande responsabilité du contrôleur. On en a parlé. Maintenant, les uns et les autres ont appréhendé la gestion des accidents et des incidents qui peuvent arriver sur une plateforme.



**Quels sont les incidents les plus fréquents dans l'aviation civile en Afrique ?**

Nous avons beaucoup d'incidents. Et la plupart, c'est les

pertes de communication. Nous avons des pilotes qui ne nous contactent pas quand ils survolent une aire. D'autres incidents sont liés à la gestion du trafic, parce que nous avons des normes que nous devons appliquer. Mais le plus souvent, il arrive qu'il y ait des erreurs lors de la mise en œuvre. L'incident en aviation civile veut dire par exemple que, lorsqu'un vol doit quitter d'un point A à un point B, il est supposé suivre une certaine trajectoire. De l'embarquement à l'atterrissage, il peut survenir un fait non prévu.

**Les solutions envisagées...**

En fait, les fournisseurs de services de navigation aérienne améliorent les équipements au jour le jour. Nous savons par exemple que Douala est sous surveillance radar. C'est une façon de promouvoir la sécurité et d'améliorer nos services. En aviation civile, nous parlons d'une amélioration continue. On ne peut pas dire que tout est

parfait, puisqu'il y a toujours à faire. Il est difficile d'accéder à l'aéroport international de Douala avec ses entrées filtrées, ce sont des mesures de sécurité.

## Subvention

## Le compte d'affectation qui divise

La publication des listes des bénéficiaires du Casspc fait couler beaucoup d'encre et de salive.



Par Vanessa Bassale

J eudi 20 septembre dernier, la Commission des arts et des lettres (Cal) du 03 au 04 mai derniers a rendu publique la liste des bénéficiaires du Compte d'affectation spéciale pour le soutien de la politique culturelle (Casspc). Artistes musiciens, cinéastes, promoteurs de festivals passeront bientôt à la caisse. Les montants à eux attribués varient de 300.000 Fcfa à 1.500.000 Fcfa. Pour un montant total de 221.900.000 Fcfa.

Pendant que certains accueillent avec joie cette manne qui vient du ministère des Arts et de la Culture (Minac), d'autres s'interrogent sur les critères de sélection des bénéficiaires. En effet, certains de ces artistes qui recevront de l'argent dans les prochains jours ne sont connus ni du grand public ni de leurs confrères.

Du côté de la Cal, tout en appelant à la patience et à la solidarité, certains responsables disent être habitués à ce type de revendications. Joseph Lobe par exemple, se souvient que du moment où il était secrétaire permanent de la Cal, les artistes dont les dossiers n'avaient pas été retenus avaient émis les mêmes plaintes. Selon lui, le but de ce compte créé par le président de la République Paul Biya en 2011, voudrait que chaque artiste y trouve son compte. Ceci qu'il soit célèbre ou pas. Il faut encourager le plus grand nombre d'artistes. Depuis le début de l'année, 800 dossiers ont été reçus et 500 ont été financés. Pour le responsable suscité, « les artistes déjà célèbres ne devraient même pas solliciter cette aide », lance-t-il avec ironie.



Les artistes passeront à la caisse.

Montant du financement  
Ce problème résolu, les artistes en soulèvent un autre. Ils questionnent désormais les montants à attribuer aux bénéficiaires. L'inégalité dans la répartition a le mérite d'irri-

ter certains internautes. C'est le cas du réalisateur de « *A good time to divorce* ». Sur Facebook, Nkanya Nkwai estime que les membres de la Cal sont en train de les pousser vers le mur. Pour sa part, le réalisateur et promoteur des Rencontres internationales du film court (Rific), Franck Olivier Ndema, dit ne pas vouloir des miettes dont on se servira pour le ridiculiser. Et il n'est pas le seul à le penser. Pour illustrer leur plainte, ils présentent le cas du festival Mis Me Binga qui recevra 500.000 Fcfa, pendant qu'un artiste qui veut réaliser un vidéogramme destiné à soutenir le président de la République aura 600.000 Fcfa. A ce problème aussi, la Cal a une réponse. « Le promoteur de festival peut recevoir de l'argent plusieurs fois pendant que celui qui veut réaliser un vidéogramme ne le demandera qu'une fois. Voilà ce qui explique pourquoi les montants ne sont pas identiques », renseigne un responsable de ladite commission.

Alphonse Beni, un autre membre de la commission suscitée œuvrant particulièrement dans la catégorie cinéma et audiovisuel rassure que tous les dossiers ont été minutieusement étudiés et seuls les meilleurs ont été retenus. Néanmoins, il existe toujours un moyen de déposer une requête si un dossier n'a pas été retenu. A défaut, les artistes recalés peuvent constituer leurs dossiers pour la prochaine commission. Une solution pour laquelle plusieurs ont opté. Dans cette veine, l'on apprend d'un responsable de la Cal que 500 dossiers sont déjà en attente.

## Jean Jacob Nyobe

## Ce n'est pas un prêt mais une subvention

Le secrétaire administratif et technique de la Cal parle des conditions à remplir pour bénéficier du Compte d'affectation spéciale pour le soutien à la politique culturelle (Casspc).



Par Vanessa Bassale

**La commission des arts et des lettres (Cal) dont vous êtes membre a rendu publique une liste de bénéficiaires du Casspc qui est plutôt contestée. Pouvez-vous nous dire sur quelles bases vous avez sélectionné les projets qui seront financés ?**

Il existe trois catégories de critères. La première concerne le dossier déposé à la commission. Nous veillons à ce qu'il comporte la demande timbrée, la copie de la carte nationale d'identité, le curriculum vitae, le bulletin n°03 du casier judiciaire, l'attestation d'artiste et le devis du studio. La deuxième catégorie examine le volet artistique du projet. Cette partie est gérée par des hommes de culture comme Ottou Marcellin, Ambroise Mbia, Eko Roosevelt, etc. Ils examinent la maîtrise du solfège, les fondamentaux de l'écriture scénique, etc. Enfin, nous nous intéressons aux critères éthiques. Pas de grivoiseries, d'obscénités, d'insultes et d'appel à la violence.

**Qui décide du montant du financement à accorder aux projets sélectionnés ?**



Il faut savoir que la Cal étudie minutieusement tous les dossiers avant de les soumettre au ministre des Arts et de la Culture pour délibération. C'est à ce niveau que l'on dé-

cide du bénéficiaire et du montant du financement. De plus, le Casspc dispose d'un agent comptable commis par le ministère des Finances. Les bénéficiaires sont payés par virement bancaire ou en espèce. Je veux préciser qu'il s'agit de subventions et non de prêts. Tous ce qu'on leur demande c'est de mentionner sur leurs supports qu'ils ont bénéficié de ce soutien.

**Comment fonctionne la Commission des arts et des lettres ?**

La commission est une structure consultative prévue par le texte fondateur du Casspc et dont la composition est constatée par le Minac. Elle a 12 membres dont un représentant du Minac, en l'occurrence son secrétaire général, et un représentant du Ministère des Finances. Ses membres se recrutent parmi d'éminents hommes et femmes de culture. On y retrouve des écrivains, des artistes musiciens, des plasticiens, etc. La commission se réunit au minimum une fois par an et au maximum quatre fois. Tout dépend des disponibilités budgétaires.



## Cyclisme

## Sept équipes étrangères en lice

La cérémonie de lancement du 18ème Grand prix cycliste international Chantal Biya a eu lieu hier à Douala.

 Par Michel Ferdinand

La succession de Clovis Kamzong Abessolo, membre de l'équipe de la Société nationale des hydrocarbures (Snh) et vainqueur de la 17ème édition du Grand prix cycliste international Chantal Biya en 2017, s'ouvre demain, 26 septembre 2018, à travers un critérium sur 92 kilomètres organisé dans la ville de Douala. En prélude au premier coup de pédale attendu, le ministre des Sports et de l'Education physique, Bidoung Mkpatt, a procédé hier, 25 septembre 2018 dans la capitale économique, au lancement d'une compétition internationale qui se déroulera du 26 au 30 septembre au Cameroun.

Le rendez-vous qui se veut annuel depuis 2001 accueille cette année sept équipes en provenance d'Europe et d'Afrique. Il s'agit de la Hollande, de l'Angleterre, de la Belgique, de la Slovaquie, du Burkina-Faso, de la Côte d'Ivoire et du Rwanda. Ces coureurs étrangers devront donc affronter trois équipes camerounaises constituées des jeunes interrégionaux, la Snh et de l'équipe nationale du Cameroun. « C'est une opportunité idoine pour le Cameroun de réaffirmation de sa stature d'épicentre du sport international, au moment où le pays cristallise toutes ses attentions, du fait de l'organisation d'autres prestigieuses compétitions sportives internationales, à l'instar de la Coupe d'Afrique des nations de football Total Cameroun 2019 », a indiqué Bidoung Mkpatt. Le président du jury des experts du Grand prix en question, vient d'Espagne.

Le cérémonial de lancement tenu au carrefour Ndokoti à Douala traduit, selon le représentant du délégué du gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Douala (Cud), la reconnaissance d'un lieu emblématique privilégié



La compétition sera rude !

de par, entre autres, son dynamisme. A 26 ans, Clovis Kamzong Abessolo, 8ème Camerounais ayant remporté ce Grand prix, devra mouiller le maillot pour conserver sa couronne conquise l'an dernier. S'il le fait, il entrera certainement dans l'histoire comme ceux des cyclistes qui sont montés au podium au moins deux fois. Dans ce registre, l'on peut citer Yves Ngue Ngock en 2011 et 2013, et le

Néerlandais Peter Van Agt-Maal en 2007 et 2009.

Reste que cette fois-ci, Clovis Kamzong Abessolo n'évoluera pas en terrain conquis. Puisqu'il aura affaire à des concurrents rompus à la tâche, venus aussi bien d'Europe que d'Afrique dont le Rwandais Bonaventure Uwizeyimana, vainqueur du Tour cycliste international du Cameroun en 2018.

## Honoré Yossi

## Tous les facteurs sont réunis pour que la fête soit belle

Le président de la Fecacyclisme rassure sur le bon déroulement de la 18e édition du Grand prix international Chantal Biya qui démarre ce jour à Douala.

 Par Claude Olivier Banaken

**A quelques heures du coup d'envoi du Grand prix Chantal Biya, la sérénité règne-t-elle au sein du comité d'organisation ?**

Je puisse vous rassurer que tout va bien tant à la Fédération camerounaise de cyclisme (Fecacyclisme), qu'au sein du comité d'organisation de cet événement. Les équipes camerounaises qui vont participer à cette compétition sont également prêtes à défendre les couleurs du pays.

**Quelles sont les dispositions prises sur les plans organisationnel et sportif pour la réussite de ce grand rendez-vous de la petite reine ?**

Nous avons tenu un bon nombre de réunions préparatoires à cette course afin de passer au peigne fin le travail de toutes les commissions. Nous avons eu des séances de travail avec les autorités de la sécurité. Nous nous sommes également rendus dans toutes les localités où la caravane va passer afin de vérifier le parcours et gérer les problèmes liés à la logistique. Tout ceci c'est pour ne pas être surpris par un aspect négatif qui pourrait gâcher la fête. Il faut noter que toutes les délégations ont effectué



le déplacement.

**Pourquoi avoir choisi de donner le coup d'envoi de**

**cette 18e édition dans la ville de Douala ?**

Nous avons choisi la capitale économique pour montrer que notre marraine n'est pas seulement marraine du centre et du Sud, mais du Cameroun tout entier. Nous avons pensé qu'il va falloir sortir du cocon traditionnel qui est le Centre et le Sud pour s'ouvrir à d'autres régions. Les années à venir le premier coup de pédale sera donné à l'Ouest et après au Nord.

**Avez-vous le sentiment que le cyclisme camerounais a évolué ?**

Effectivement. Avant notre arrivée aux affaires il n'existait qu'un seul club de cyclisme au Cameroun. Aujourd'hui nous sommes à plus de quatre clubs. Nous avons aussi instauré d'autres disciplines comme le vélo sur route, le Bmx, le Vtt, les apprentissages au niveau des minimes, des cadets, pupilles et séniors. Si je m'en tiens aux dernières informations, le Cameroun a fait une belle prestation au dernier tour de Côte d'Ivoire. Tous ces facteurs prouvent que notre cyclisme est en train de connaître un essor.



# Payer facilement les frais scolaires





Orange  
Money

#150\*43#

Réglez la scolarité et les frais d'examens\*  
de vos enfants à tout moment avec **Orange Money**  
Faites le #150\*43#.

Pour obtenir le code de leur établissement,  
faites le #150\*432#.

 [www.orange.cm](http://www.orange.cm)  [www.facebook.com/orangecameroun](https://www.facebook.com/orangecameroun)

 My Orange  My Credit  Orange\_Cameroun

Vous rapprocher  
de l'essentiel 